



IMAGINE ...



<https://usrcgt66.reference-syndicale.fr/>

ÉDITO

LES RETRAITES.ES, PLUS QUE JAMAIS AU CŒUR DES LUTTES ET DES ENJEUX DE SOCIÉTÉ

L'USR CGT 66 déploie depuis plusieurs mois des initiatives, des actions pour rassembler et obtenir le droit de bien vivre cette nouvelle étape qu'est la retraite dans le parcours de vie.

Les retraités.es clament leur exaspération d'être culpabilisés.es, montrés.es du doigt et de voir leur situation se dégrader, la pauvreté s'installer durablement chez un nombre croissant d'entre eux et d'entre elles.

Nous le disons haut et fort, « nous sommes utiles à la société, à l'économie, à la transmission du savoir ».

nos revendications :

Pour des services publics de qualité maillant correctement notre territoire

Pour un système de santé publique de haut niveau avec une médecine hospitalière, avec du personnel en nombre et répondant aux besoins d'aujourd'hui, avec des médecins en nombre plus proches des populations comblant ainsi des déserts médicaux.

Une revalorisation des retraites de base et complémentaire.

c'est indispensable pour l'économie et c'est possible



plus rien ne sera pareil

Les discours tels que « Il manque de financement » « Nous devons faire des économies » « Nous allons droit dans le mur » « Fin de l'abondance » « Sobriété énergétique » et les appels incessants à se serrer la ceinture, à faire des efforts

ça ne passe plus !



Les mensonges du gouvernement et du patronat, à la suite du projet de loi de réforme des retraites, ont mis à nu la réalité de leur intention. Ils sont bel et bien au service de la finance, dévoilant les véritables raisons des politiques menées pour détruire les services publics, la Sécurité Sociale, l'industrie, tout ce qui a fait la richesse de notre pays au sortir de la guerre.

La suffisance, la morgue, le mépris affichés depuis le début de ce conflit ont fait monter une très large majorité de l'opinion contre cette réforme et contre le « Roitelet Macron » et son gouvernement.

**Oser lutter, c'est oser vaincre....
Dans l'unité, la lutte
continue**



SÉCURITÉ SOCIALE : DÉNI DE DÉMOCRATIE PERMANENT

**La bataille des retraites n'aurait pas lieu...
si le peuple n'avait pas été privé du droit de
GÉRER CE QUI LUI APPARTIENT.**

La CGT à peine remise des dures épreuves imposées par les dictatures fascistes était placée au centre de notre système de sécurité sociale. Aujourd'hui les organismes qui assurent la gestion de ce bel édifice sont des "entreprises", lieux ordinaires de surexploitation de main d'oeuvre et de précarité au sein desquels peut s'épanouir la plus décomplexée des répressions anti-syndicales ! Comment en sommes nous arrivés à ce paradoxal naufrage, face à un « Grand remplacement » de tout autre nature que celui que nous annoncent les Houellebecq, Zemmour et autres schizophrènes : celui qu'induit la soumission aux superpuissances économiques ?

**C'était avant. La protection sociale à la française :
ni assurances privées, ni État.**

Les systèmes de protection sociale financés par le contribuable sont une spécialité du libéralisme anglo-saxon, car le capital épris de liberté quand ça l'arrange ne dédaigne pas que l'État-providence s'attelle aux tâches peu rémunératrices et lui facilite la vie.

La France a préféré en toute logique une organisation démocratique : **le capital-entreprise est mis en valeur par les travailleurs qui en échange reçoivent une "masse salariale" dont une partie finance leur protection sociale. Elle leur appartient, ils la gèrent à leur guise.**

Puis la spoliation est passée par un conditionnement psychologique : l'imposture des « charges » et de la « cotisation patronale », pour faire oublier que toute cotisation sociale est prélevée sur la richesse créée par le travail.

1946 - débuts prometteurs

Le ministre Ambroise Croizat supervise l'installation d'un nouveau système et à Perpignan sont implantées une caisse primaire et une CAF dont les salariés ne sont pas des fonctionnaires, contrairement à l'image que persistent à donner les media.

Les administrateurs, d'abord désignés par le syndicat, sont élus par les assurés sociaux. Ils choisissent le personnel de direction, puis l'étau-État s'est resserré au fil des ans pour, à la fois, imposer

son intervention et ouvrir des brèches aux multinationales de l'assurance : contrôle financier, taux de cotisation et prestations fixés par le gouvernement, recours à une assurance complémentaire, et même, à une époque, cotisations détournées des pensions des retraités pour couvrir des dépenses courantes de l'État (20 % du produit intérieur brut), réduction des pouvoirs des conseils et professionnalisation des dirigeants des caisses. Depuis la fin de la guerre, l'administration fiscale ne cesse de rêver de mettre la main sur la collecte.

**SOLUTION DE LA GRILLE
(DERNIÈRE PAGE)**



Un levier de pouvoir populaire qui dérangeait et a fait l'objet d'attaques assidues.

Les plus scélérates :

1967 (pendant les vacances!) les ordonnances Jeanneney imposent le paritarisme (auparavant, les syndicats élisaient deux fois plus de représentants que le patronat), et suppriment les élections, amputant ainsi les administrateurs de leur légitimité. L'épisode Mai 68 n'a pas changé la donne.

1991 le gouvernement Rocard invente la CSG.

1996 le coup de grâce constitutionnel
La loi du 22 février réformant la constitution (retour de bâton du mouvement de 1995), crée une nouvelle catégorie de lois, les lois de financement de la sécurité sociale (LFSS) passibles du fameux article 49-3 au même titre que les lois de finances classiques.

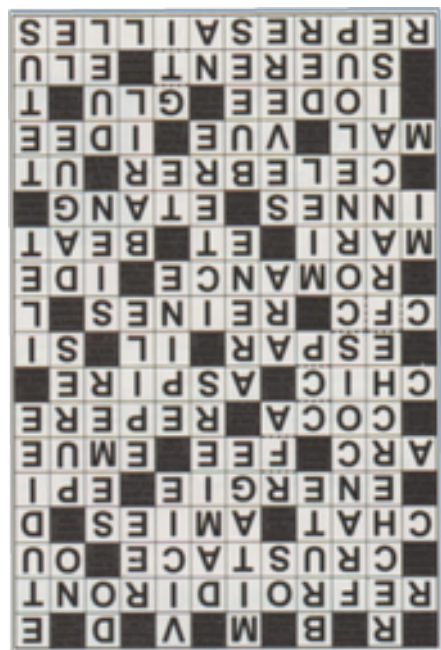
En l'absence de contrôle démocratique, ministères et directions nationales ont eu toute latitude pour dénaturer le service public de protection sociale.

Que reste-t-il de notre Sécu et combien nous coûtent les économies de gestion ?

Désertification et pressurage du personnel sur fond de dématérialisation et de déshumanisation, tel est l'aboutissement d'un processus engagé au vingtième siècle finissant : fermeture des structures décentralisées et des bureaux d'accueil itinérants (quartiers, Côte Vermeille, Céret, Prades, stations thermales...), suppression des permanences et des relais mutualistes, désorganisation de l'accueil vieillesse et économies de personnel, en particulier sur les tâches de contrôle. Pas d'autre explication possible quant aux innombrables erreurs de calcul sur les pensions de retraite et quant à la grande porte ouverte aux fraudes : un système insensé de traitement en aveugle et en masse de décomptes électroniques transmis par les professionnels de santé.

**" Personne ne parle de la société mondialisée
totalement opposée à la société de 1945 "**

Colette Bec, sociologue





AOÛT 1944 LIBÉRATION DE PERPIGNAN. LE 18 JUIN COMMÉMORE LE COMBAT POUR L' IDÉAL DE LIBERTÉ PORTÉ PAR LE PROGRAMME DU CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE

INSEE : L' AVIS DE SPÉCIALISTES SUR LE FINANCEMENT DES RETRAITES

Les statisticiens et statisticiennes organisés en Comité de mobilisation de la direction générale de l'INSEE démontrent qu'il n'est pas nécessaire de dégrader le système solidaire de retraites français et qu'il pourrait au contraire être amélioré. Y a-t-il une autre manière de penser les richesses créées par le travail ?

Les gains de productivité compensent très largement le vieillissement de la population.

En 1960 ► 4 cotisants pour 1 retraité, en 2022 ► 1,7 cotisant pour 1 retraité... **mais la productivité horaire a été multipliée par 5** depuis 60 ans compte tenu de nombreux facteurs comme l'organisation du travail, la qualification des travailleurs, la performance du matériel et des machines, l'allongement de la durée annuelle de leur utilisation, la concentration des entreprises, les voies de communication, les matières premières, l'énergie, le niveau d'instruction de la population...

Malgré ce gain de productivité, la part du Produit Intérieur Brut (somme des valeurs ajoutées nouvellement créées chaque année) consacrée aux retraites stagne depuis 10 ans alors que les retraités représentent une part croissante de la population, parce que **les entreprises contribuent de moins en moins au financement de la protection sociale.**

Jusqu'au début des années 1990 les cotisations sociales assises sur les revenus d'activité représentaient environ 80 % des recettes de la protection sociale.

Aujourd'hui ce désengagement a induit un report du financement de la protection sociale sur les ménages, sous forme d'impôts (csg, crds, taxe sur les tabacs et alcools) et d'allègements des cotisations dites "patronales"

Alors que la part des dépenses consacrées aux retraites ne semble pas vouée à s'envoler dans les années à venir, l'apparition d'un éventuel déficit des régimes de retraite **repose surtout sur l'assèchement des recettes de la Sécurité Sociale organisant un déficit artificiel ayant déjà servi à la justification des principales « réformes » :**

► **1993 : la réforme Balladur** prévoit, pour les salariés du privé, l'allongement progressif de la durée de cotisations de 37,5 à 40 années pour bénéficier d'une retraite à taux plein. Le salaire de référence servant de base pour le calcul de la pension passe progressivement à 25 années au lieu de 10.

► **2003 : La réforme Fillon** prévoit l'alignement progressif de la durée de cotisation des fonctionnaires sur celle du privé (de 37,40 à 40 ans) et à partir de 2009, l'allongement progressif de la durée de cotisation pour tous afin d'atteindre 41 ans en 2012. Le dispositif de la décote est étendue aux fonctionnaires.

► **2010 : La réforme Woerth** relève progressivement l'âge minimum légal de départ à la retraite pour atteindre 62 ans en 2018 (le calendrier sera accéléré et le passage à 62 ans se fera en 2017). L'âge à partir duquel il est permis à un assuré n'ayant pas la durée de cotisation requise, de bénéficier d'une retraite à taux plein, passe progressivement de 65 à 67 ans. Un nouvel allongement de la durée de cotisation est décidé (41,5 ans pour la génération 1956).

► **2014 : La réforme Tourraine** relève la durée de cotisation d'un trimestre tous les trois ans, de 2020 à 2035, jusqu'à 43 ans pour les générations 1973 et suivantes.

De la lutte des gaziers en début d'année à la mobilisation historique dans les IEG contre la réforme des retraites Un fil conducteur : la défense du Service Public.

La conscience d'appartenance de classe naît dans la lutte. Ce précepte du mouvement ouvrier se trouve confirmé par le conflit mené en début d'année par les salariés de GRDF au plan national et sur le département pour obtenir une revalorisation de salaire au moins égale à celle obtenue dans les autres branches des IEG (Industries Electriques et Gazières)

L'étincelle Ce qui a provoqué l'étincelle de cette mobilisation historique chez les gaziers, c'est le profond sentiment d'humiliation ressenti par les agents face à l'injustice de se voir refuser les 200€ mensuels négociés et obtenus par leurs homologues d'Engie et d'EDF.

Faisant suite à des décennies d'austérité salariale des gouvernements successifs et des directions d'entreprises, ce refus a été la goutte d'eau de trop.

Décennies marquées aussi par la privatisation d'EDF-GDF. L'ouverture du gaz à la concurrence et à la course aux profits des actionnaires s'est traduite par **une détérioration progressive de la qualité du service public** et la suppression de milliers d'emplois statutaires.

Cahier revendicatif Soutenus dans leur combat par la seule CGT, les gaziers ont intégré à leur revendication salariale un cahier revendicatif local portant sur les moyens à mettre en œuvre pour répondre aux besoins des usagers. Ils ont chiffré les effectifs supplémentaires qu'il faudrait pour améliorer la qualité/sécurité du réseau gaz et diminuer le délais d'intervention chez les usagers qui aujourd'hui attendent plusieurs semaines pour avoir une réponse à leurs problèmes techniques.

Ce cahier revendicatif local est venu renforcer leur détermination à obtenir la reconnaissance de leur métier au travers d'une véritable revalorisation salariale. C'est bien la sous-traitance et la recherche du moins-disant social qui sont à l'origine de la dégradation du service public et des conditions de vie et de travail des salariés statutaires comme

de la sous-traitance contribué à retisser les liens entre l'ensemble des agents des IEG actifs mais aussi inactifs (retraités) autour du Statut National dont le régime spécial de retraite fait partie intégrante. Les liens distendus par l'éclatement d'EDF-GDF et l'ouverture forcée à la concurrence.

Cette identité collective intergénérationnelle renouée autour des valeurs du Service Public libéré de la loi des marchés financiers, explique en grande partie l'engagement des électriciens et gaziers à la pointe de la bataille contre la réforme des retraites

100 % des techniciens en grève pendant plus de deux mois

Un mouvement inédit et exemplaire au cours duquel la conscience s'est forgée qu'il n'est nul besoin d'être un grand économiste pour comprendre que les dizaines de millions d'euros remontés tous les ans aux actionnaires permettraient

- de **réduire la facture des usagers.**

- de **revaloriser des salaires** qui ne représentent que 16 Millions d'euros, soit une infime partie des 512 millions remontés par GRDF aux actionnaires d'ENGIE.

- d'**investir et embaucher** au statut tous les intérimaires pour améliorer le réseau

Forts du bien-fondé de leurs revendications et soutenus par la solidarité financière organisée par le syndicat CGT Énergie 66, toute la CGT du département et les partis politiques de la NUPES, les gaziers de Perpignan ont été aux avant-postes de cette lutte nationale qui s'est soldée par une victoire historique sur les salaires. Ils continuent à porter dans les instances de négociation locales leurs revendications pour la défense et l'amélioration du service public.

Au-delà de la victoire sur les salaires dans une entreprise de la branche des IEG c'est aussi un revers infligé à la loi El-Khomri, au patronat et au gouvernement dans leur volonté d'imposer l'inversion de la hiérarchie des

Leurable qui un accord du patronat impose.

L'OUVERTURE À LA CONCURRENCE

Des « preneurs d'otages » autrement plus redoutables que les grévistes

" Pourquoi prendre la France en otage de ce genre de réglementation absurde ?

Comment l'expliquer ? "

Henri Proglio président-directeur général d'EDF de 2009 à 2014 auditionné par la commission d'enquête parlementaire visant à établir les raisons de la perte de souveraineté et d'indépendance énergétique de la France



LES DÉPUTÉS RN ONT VOTÉ CONTRE

- **Augmentation** du SMIC
- **Indexation** des salaires sur l'inflation
- **Encadrement** des salaires
- **Soumission des revenus d'intéressement à l'assiette des cotisations** de sécurité sociale
- **Assujettissement des revenus financiers** des sociétés financières et non financières au même taux que les cotisations du secteur privé
- **Blocage** des prix des produits de première nécessité
- **Gratuité** des premiers m³ d'eau
- **Gratuité** des cantines et fournitures scolaires pour les plus modestes
- **Revalorisation** des petites retraites
- **Garantie** d'autonomie jeune à 1063 €
- **Gel** des prix des loyers
- **Augmentation** des hébergements d'urgence.
- **Repas à 1 €** pour les étudiants
- **Rétablissement** de l'ISF
- **Taxe** sur les superprofits
- **Taxe** sur les revenus supérieurs à 3 millions d'€
- **Augmentation** de la TVA sur les produits de luxe
- **Augmentation du taux de CSG** sur les revenus du capital
- **contribution de 10 %** sur les bénéfices des fonds de pensions
- **Recrutement** de sapeurs-pompiers et revalorisation de leur salaire
- Un **milliard d'euros** pour la lutte contre les violences faites aux femmes
- **Régulation de l'installation des médecins** pour en finir avec les déserts médicaux

LES DÉPUTÉS RN ONT VOTÉ POUR

- **Fin** des droits au chômage après abandon de poste (présomption de démission laissée à l'appréciation du seul employeur)
- **Fin** des allocations chômage pour les employés refusant un CDI à la fin du CDD
- **Réduction** des droits au chômage des étrangers hors union européenne
- **Interdiction** de la présence des étrangers au sein des instances représentatives des entreprises
- **Limitation** du droit de vote des travailleurs précaires aux élections professionnelles
- **Hausse** du plafond de défiscalisation des heures supplémentaires
- **Baisse** des impôts de production (CVAE)
- **Suppression** de la redevance audiovisuelle
- **Exclusion** de l'achat de mangas du pass-culture
- **Interdiction** de l'écriture inclusive
- **Loi « occupations illicites »** (présentée à l'origine comme une initiative pour venir en aide aux « petits propriétaires », elle **s'en prend à toutes les victimes de la crise du logement**, y compris les locataires démunis)
- **Projet de loi ultra-sécuritaire relatif à l'organisation des jeux olympiques** : expérimentation des caméras de surveillance « augmentées » à la chinoise

LA MONTÉE DES PARTIS D'EXTRÊME DROITE RIME SOUVENT AVEC LE DÉVELOPPEMENT DES CONFLITS ARMÉS ET LA REMISE EN CAUSE DES DROITS LES PLUS ÉLÉMENTAIRES DES POPULATIONS ET PLUS PARTICULIÈREMENT DES FEMMES

BARRER LA ROUTE AUX SUPERPUISSANCES D'ARGENT EN « ESSAYANT » L'EXTRÊME-DROITE ? - NON MERCI, ON A DÉJÀ DONNÉ

Les médias dominants, à la suite des dernières élections présidentielles et législatives, laissent prétendre que Mme Le Pen et le R.N. seraient l'alternative à la politique économique néo-libérale engagée par Macron. Des travailleurs, trompés par son discours calqué sur la gauche, ont participé à l'élection de 4 députées RN dans notre département.

Depuis lors dans l'hémicycle, les votes émis par ces 4 députées R.N ont dévoilé leur vrai visage. (Voir ci-contre)

Toutefois la stratégie de Mme Le Pen votant certaines motions de censure du gouvernement défendues par la NUPES, donne l'illusion que ses députés seraient proches de la gauche. Actes parfaitement démentis par les propos racistes tenus par le député R.N. de la Gironde à l'encontre d'un élu de couleur d'origine angolaise. Propos largement dénoncés par l'ensemble de l'hémicycle. Ce député a d'ailleurs été exclu de l'Assemblée Nationale pour quinze jours pour ces termes inqualifiables.

Adversaires de l'ultra-libéralisme ?

Pour preuve encore, l'invitation coutumière de Mme Le Pen à l'université d'été du M E D E F, haut lieu d'échange idéologique de théories économiques profitables aux seuls patronat et actionnaires de sociétés multinationales.

Théories plus nuisibles les unes que les autres, datées de plus deux siècles et largement discréditées par la pratique, comme celles du **ruissellement** et de la **main invisible du marché**.

C'est aussi le rendez-vous des plus puissants lobbies et des kyrielles d'avocats d'affaires ou fiscalistes chargés d'influencer les élus et leur faire adopter des lois d'évitement fiscal, ou diffuser la pratique de l'évasion fiscale, outils bien adaptés pour s'emparer du fruit du travail des salariés (profits et superprofits) et le planquer dans les paradis fiscaux. Superprofits qui n'existeraient pas selon notre ministre de l'économie.

Dans cette université, on apprend aussi :

-Comment soutenir la privatisation des services publics, et donc la dénationalisation de nos biens communs.

-Comment mettre à mal l'assurance chômage et asservir encore davantage les travailleurs.

-Comment cautionner le FMI dans ses pratiques d'étranglement par la dette des pays africains provoquant ainsi pauvreté et misère, source première de l'émigration africaine vers l'Europe.

Vie pratique à Perpignan avec un maire R.N.

« On connaît les méthodes de ce parti une fois au pouvoir et son animosité à l'égard des syndicats et de la CGT en particulier » rappelait Philippe Martinez.

À Perpignan, suppression de 100 postes dans les services en 2022. Révision de l'organisation du personnel avec une polyvalence accrue et intensification des rythmes des agents, pour la voirie en particulier dont les tâches sont chronométrées

Complicité entre le ministère de l'intérieur Darmanin et le maire : nomination de 400 gendarmes et policiers supplémentaires ciblant essentiellement les quartiers populaires de la ville. Population largement stigmatisée, discriminée, abandonnée depuis longtemps par la politique publique des élus successifs et souffrant de l'abandon des services publics, de sous-emploi systémique et livrée aux trafiquants qui ont mis ces quartiers en coupe réglée.

La répression ne réglera rien sans une politique volontariste de reconquête par l'éducation, l'emploi et la formation.



LOISIRS SOLIDARITÉ des RETRAITÉS

LSR, UN AUTRE REGARD SUR LA SOCIÉTÉ

Pas un mois sans nouvelles inquiétantes... l'augmentation galopante du coût de la vie, le prix de l'énergie qui s'envole, la guerre à nos portes, le manque de personnel dans les écoles, le projet de recul de l'âge de départ à la retraite.....

Notre système de santé qui explose alors qu'il fut pourtant l'un des meilleurs au monde. Explosion due à un appétit du « profit » devenu tellement incommensurable.

Comment, en étant une association basée sur la solidarité, pourrait-on accepter de vivre dans une société sans humanité.... Une société où les hôpitaux se transforment en « vendeurs de soins » soumis à la concurrence. Une société qui n'offre plus de couverture sanitaire pour l'ensemble du pays, de la fermeture des petits hôpitaux de proximité à la disparition des médecins généralistes. Peut-on croire qu'en France, de nos jours, le seul recours pour se soigner c'est les Urgences,urgences supprimées par les cliniques privées car pas assez lucratives.....

Alors oui à LSR, nous nous posons la question de savoir si un jour, sans un service public de santé de qualité (comme à St Hyppolite où il n'y a plus de médecin généraliste), nous ne serons pas privés de tout, notamment du droit aux soins.....

BALADES DANS LE DÉPARTEMENT

Mises en place depuis plus de 3 ans, toutes nos balades ont obtenu du succès. Il y a de plus en plus de participants. Après nos balades de 2h, un pique-nique est organisé avec un repas « tiré du sac ». Le repas est suivi d'une partie de pétanque, très appréciée de nos adhérents.

Lors de ces balades, nous profitons pour découvrir le département avec notamment les mines d'Escaro.

Venez nombreux nous retrouver.

Pour toutes inscriptions : adressez-nous un mail
Garri



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LSR

Le 18 avril, les adhérents de LSR se sont réunis à Alenya pour assister à leur assemblée générale. Le débat a été riche et constructif. Un règlement intérieur a été mis en place. Un nouveau Conseil d'Administration et un nouveau bureau ont été élus.

Ont été élus.es :

Sonia Chabasse, Présidente,
Jean-Pierre Terradas, Vice-Président
Christiane Chavard, Secrétaire
Martine Bostyn, Secrétaire-Adjointe
Christine Saze, Trésorière
Marie-Françoise Delamplé, Trésorière-Adjointe.

CONTACTS

8, rue de la GARRIGOLE
66000 Perpignan

Courriel

lsr66payscatalan@gmail.com

Tel : 06.72.71.61.96

Site : <https://lsr66.wordpress.com/>



NOTRE AGENDA

• **24 juin** – Randonnée suivie d'une grillade à Opoul

• **En juillet**, nous continuerons nos balades bucoliques du mercredi

Nos activités seront suspendues pendant le mois d'août et reprendront le 6 septembre

• **6 septembre** et mercredis suivants : Balades

• **14 septembre** atelier « Catalan ». LSR propose un programme sur la catalinité avec les thèmes Langue catalane, Géographie, Coutumes, Cuisine, Costumes, etc...

• **17 septembre** – Participation à la Ronde Cérétane

• **21 septembre** – Atelier Ecriture à Céret, pour jouer avec les mots

• **23 septembre** – Participation à la fête de la CGT 66

• **27 septembre** Randonnée suivie d'une grillade à Lamanère

• **29 septembre** Rencontre littéraire avec Habiba Behayoune pour son livre « Cœur Berbère »

SEJOUR A TOSSA DE MAR LES SAMEDI 7 ET DIMANCHE 8 OCTOBRE 2023

LSR 66 Pays Catalan vous propose de participer à un séjour à Tossa del Mar. Départ en car.

Arrivés à l'hôtel, nous aurons un pot de bienvenue. Après le déjeuner à l'hôtel, nous visiterons :

La Villa Romaine

La villa des Ametllers, découverte en 1914 par le docteur Ignasi Melé, date du 1er siècle av. J.-C.. Elle est composée d'une partie urbaine (pars urbana) et d'une partie rurale (pars fructuaria) bien distinctes l'une de l'autre.

Visite des remparts. Les murailles d'enceinte de la **Vila Vella** sont classées comme monument historique et artistique national. C'est le seul exemple de cité médiévale fortifiée qui existe aujourd'hui sur la côte de Catalogne.

Visite du Phare,

Le phare de Tossa, construit en 1917 sur le point le plus élevé de la Vila Vella à l'endroit d'un ancien château, est aujourd'hui un centre d'interprétation des phares de la Méditerranée.

Le dimanche matin, nous aurons au choix une **randonnée guidée** OU une **balade libre** dans Tossa OU la **visite d'un jardin botanique**

L'après-midi, nous reviendrons par le village de **Púbol** et visite du **Castell Gala-Dalí**

La **maison-musée du château Gala Dalí**, château de **Púbol**, est un lieu culturel ouvert au public depuis 1996, qui permet de découvrir une demeure médiévale où Salvador Dalí matérialisa une débordante activité créatrice en pensant à une personne, Gala, ainsi qu'à une fonction, le repos et le refuge de son épouse.

Adhérents 160 € / Extérieurs 210 € / Adhérents Non imposables 158 €

POUR LA REOUVERTURE AU TRAFIC VOYAGEURS DE LA LIGNE FERROVIAIRE PERPIGNAN / ELNE / LE BOULOU / CERET .



Hausse en euros du coût mensuel moyen national des déplacements domicile-travail entre mars 2021 et mars 2022 : 10 à 62

Vallespir : 32



LA FIN... Les besoins de déplacement des habitant(e)s du Bas et Haut Vallespir et plus particulièrement de Céret, en lien avec les flambées des prix des carburants, font qu'il devient urgent de **renforcer des alternatives aux solutions de transports individuels** pour privilégier des moyens de transports collectifs qui soient efficaces, sûrs et de qualité.

ET LES MOYENS ? Malheureusement, si la LOM (Loi d'Orientation des Mobilités), après celle des réformes territoriales NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) et MAPTAM (Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles), ainsi que celle sur la transition énergétique, affichent beaucoup d'ambition tant sur les politiques de transport que de lutte contre les gaz à effet de serre, force est de constater que les moyens financiers pour y parvenir en sont largement les grands absents.

Le service public SNCF contribue au développement économique et social. Il apporte la réponse aux besoins sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs. Il doit également satisfaire les nouveaux besoins sociaux : transition écologique et énergétique, aménagement du territoire...

Le parti Communiste (cérétan) milite pour une politique des transports intégrée, multimodale et complémentaire afin d'apporter une meilleure réponse aux besoins de déplacement des biens et personnes et de favoriser le report modal vers le ferroviaire.

INITIATIVE A l'initiative des syndicats CGT de cheminots des Pyrénées Orientales et de La CGT 66 une réunion publique s'est tenue en octobre au cinéma le Cérétan à laquelle participaient de nombreux élus (Mairie de Céret, St Jean Pla de Corts, Elne, deux vice-présidents du Conseil Départemental, des syndicats, associations et des membres du PCF local...).

DES PROPOSITIONS ont émergé des débats, notamment la réactivation de l'association « **Osons le Rail *** », avec la tenue d'une assemblée générale en février dernier. Faire des propositions, débattre, partager, avec les citoyennes et citoyens de Céret mais également des localités traversées par cette ligne ferroviaire afin de construire une réponse force de propositions à la hauteur des enjeux.

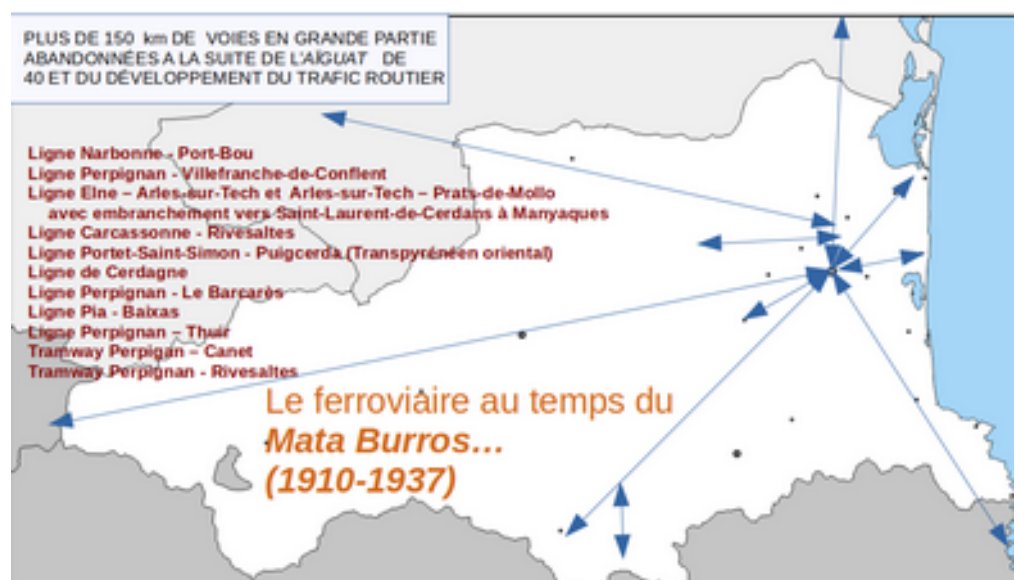
La nécessité de la réouverture au trafic voyageurs de la ligne Le Boulou/Céret s'inscrit dans ce cadre.

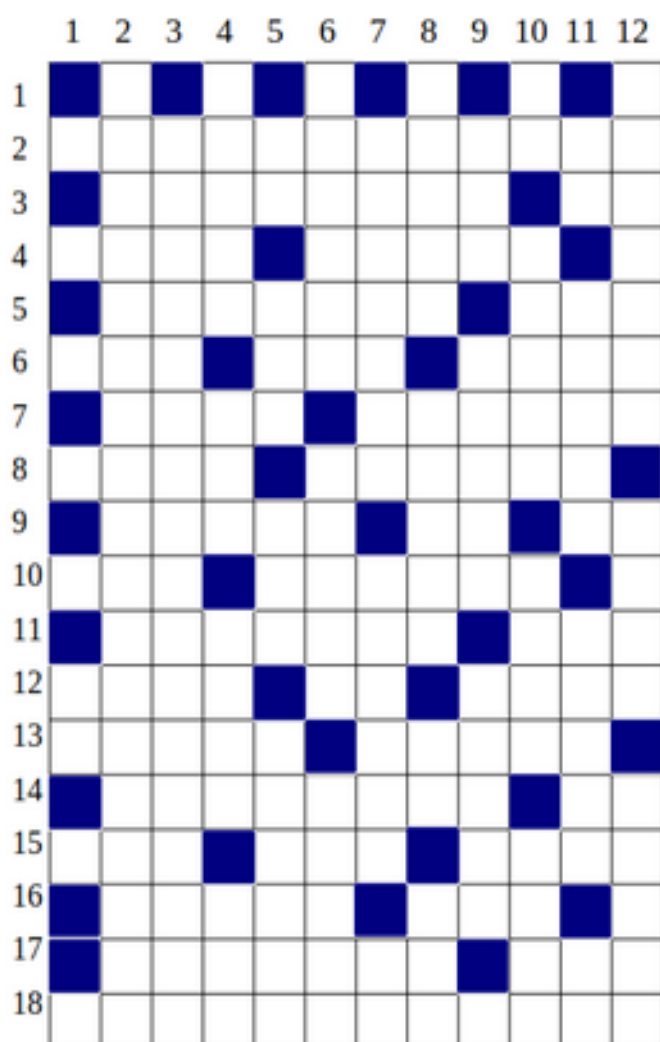
*** adhérer, signer la pétition**

osonslerail@laposte.net. UL CGT du Vallespir, 2 rue Jean Amade 66400 CÉRET

C'était avant...

AVANT L'INVASION DU TRANSPORT AUTOMOBILE INDIVIDUEL, QUATRE GRANDS AXES DE COMMUNICATION PAR VOIE FERRÉE : AGLY, TÊT, TECH ET LITTORAL.
POUR UNE UTILISATION RAISONNÉE DES TRANSPORTS INDIVIDUELS CONFORME AUX IMPÉRATIFS ENVIRONNEMENTAUX, FORCE EST D'ENVISAGER UNE INTENSIFICATION DES MOYENS DE DÉPLACEMENT COLLECTIFS SUR CES AXES COMME SUR L'AGGLOMÉRATION PERPIGNANAISE.
AU TEMPS DU « MATA BURROS », NOS ASCENDANTS DISPOSAIENT D'UN MAILLAGE PARFAITEMENT ADAPTÉ.





HORIZONTALEMENT

2 ASSASSINERONT 3 CREVETTE OU CRABE - QUESTION DE LIEU 4 PALABRE SUR LE NET - INTIMES 5 SON PRIX FLAMBE - FAÇON DE GARER 6 PART DE CERCLE - BONNE FEMME - SECOUÉE 7 MOITIÉ DE SODA - DISCERNE 8 FORME D'ÉLÉGANCE - AMBITIONNE 9 PIÈCE DE NAVIRE - LE MEC EN QUESTION - PLUS HAUT QUE LA 10 ANCIENS GAZ DU FROID - SUPER PONDEUSES 11 CHANSON TENDRE - UN ROUGE DANS L'EAU 12 MOITIÉ DE MÉNAGE - DE PLUS - AIR IDIOT DU CRÉTIN SATISFAIT 13 MÊME PAS APPRIS - DE L'EAU DANS UNE CUVETTE 14 VANTER - AVANT LE DO 15 AVANT FIS - CONCEPTION - POINT DE VUE 16 TELLE LA BRISE DE CÔTE - PIÈGE À OISEAUX 17 EURENT CHAUD - VAINQUEUR D'UN TOUR 18 ACTE DE RIPOSTE

VERTICALEMENT

2 DANS LE MÉDICAL ELLE N'A PLUS LA SANTÉ 3 MUSICIEN AUX NOMBREUX OBJECTIFS 4 SAUVAGE - FRANCS EN POSTE - PRODUIT DE RAYONS - UN 10 RECHERCHÉ 5 NE PAS TOMBER DESSUS ! - PAYS DE CHANCELLIER - UN BEAU PARLEUR - INTRANSIGEANT 6 HABITAT DISPERSÉ - AIRE DE COURSE, DE JEUX... - VAPEURS 7 SUPPORTS DE JEUX - IL FAIT JAUNIR - SODIUM 8 TEL UN AIR MAUVAIS - PIQUANT D'UNE BELLE - IL DIRIGE UNE MINE - VERSION SPORTIVE DE GOLF 9 CRIE AU BOIS - FAIT PEAU LISSE - CONTENANT DE POUDRE 10 BAS DE GAMME - DISSÉMINER - A ELLE - DEUX FERS SUR LE PRÉ 11 DRAME DU JAPON - AUTHENTIQUES, SANS SOUILLURE - ENTRE LE POIGNARD ET L'ÉPÉE - ARTICLE DE PAPIER 12 RECHERCHÉE - TERRE DES ANTILLES - INSENSIBLES AUX AUTRES OPINIONS

ENQUÊTE

En novembre 2021, l'Union Confédérale des Retraités CGT a lancé une grande consultation nationale intitulée « De quoi ai-je besoin pour vivre dignement ? ».

Plus de 6000 retraités, de toute la France, y ont répondu. Cela constitue un panel bien plus large que la plupart des enquêtes d'opinion.

Le 20 mars, les résultats de cette consultation ont été présentés à l'Assemblée nationale.

L'analyse des réponses confirme le triptyque revendicatif des retraités-CGT : augmentation du pouvoir d'achat, accès aux soins partout et pour tous, des services publics de qualité et de proximité, dans le prolongement des actions menées pour une revalorisation de 300 € des pensions.

EN RETRAITE MAIS PAS EN RETRAIT !

On peut se poser la question : retraité et syndiqué, est-ce bien raisonnable ?

Mais la voie syndicale reste adaptée et pertinente à la retraite pour défendre nos propres revendications et participer aux luttes intergénérationnelles en faveur du bien vivre ensemble, car les actifs d'aujourd'hui sont les retraités de demain.

collectives sont une assurance contre les risques de dégradation des conditions de vie. Partout et toujours, dans l'histoire contemporaine, désaffection syndicale et misère ont formé un couple inséparable.

POUR DÉFENDRE MES REVENDICATIONS

• Mon pouvoir d'achat • Ma retraite • Ma santé • Mes besoins quotidiens

➤ **Je rejoins les retraités CGT**

Nom ➤ Prénom ➤

Adresse ➤

Code postal ➤ Ville ➤

Branche professionnelle d'origine ➤

Être syndiqué-e en activité
c'est défendre ses conditions
de travail et par delà ses
conditions de vie

Être syndiqué-e en retraite
c'est continuer à défendre ses
conditions de vie !

Bulletin à retourner à

USR-CGT 66 MAISON DES SYNDICATS 8, RUE DE LA GARRIGOLE 66000 PERPIGNAN

Les droits sociaux sont notre capital. Nous ne pouvons pas rester indifférents à sa déperdition

Union Syndicale des Retraités CGT 66
8, RUE DE LA GARRIGOLE
04 68 34 84 49

MAISON DES SYNDICATS
66000 PERPIGNAN

usrcgt66@gmail.com

NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE SVP

